

[Important note: The following convenience translation is based on a machine translation. It has been prepared for information purposes. The machine translation has not been reviewed by Allianz. We do not assume any liability, either expressly or tacitly, for the preciseness, completeness or correctness of the translation. In case of deviations between the original text and this translation, the original text will be binding.]

PLAN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE

entre

**AWP HELLAS ANONYMI ETAIREIA MESITES ASFALISEON, ODIKIS VOITHEIAS KAI
PAROCHIS YPIRESION**

(AVEC LE TITRE DISTINCTIF : AWP BROKERS & SERVICES HELLAS S.A.)

Entité transférante et

AP SOLUTIONS GMBH

Entité réceptrice

9 avril 2025

Contenu

PRÉAMBULE	3
1. FUSION D'ENTITÉS (article 307 (2) no 1 UmwG et article 53γ point α) de la grecque loi sur les fusions)	5
2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION	6
3. EFFICACITÉ DE LA FUSION	6
4. PAS DE CONSIDERATION ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et Article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions)	7
5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF	7
6. DATE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE 'LACTIF ET DU PASSIF TRANSFERÉS ; RATIO D'ÉCHANGE ; (Article 307 (2) no 6, 11, 12 UmwG et articles 53ιη par. 1 point a) et 53γ de la loi grecque sur la fusion Droit)	8
7. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET. FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 53γ point) de la loi grecque sur les fusions) Loi)	9
8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10) UmwG et articles 53γ item) et 53ια de la loi grecque sur les fusions)	13
9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2) n° 7 et 8 de l'UmwG et article 53γ points) et) de la loi grecque sur les fusions)	13
10. L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE (Article 307 (2) no 9 UmwG et article 53γ item) de la loi grecque sur les fusions)	13
11. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307 (2) no 14 UmwG et article 53γ item) de la loi grecque sur les fusions)	14
12. DISPOSITIONS FINALES	14

PLAN COMMUN DE FUSION

TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LES

SOUSSIGNÉS :

1. **AWP HELLAS ANONYMI ETAIREIA MESITES ASFALISEON, ODIKIS VOITHEIAS KAI PAROCHIS YPIRESION**, société anonyme de droit grec, ayant pour raison sociale "AWP Brokers & Services Hellas S.A.", inscrite au registre du commerce de Grèce (*Geniko Emboriko Mitroo*) ("**GEMI**") sous le numéro 124192201000 et ayant son siège social au 10, rue Premetis, Agios Dimitrios, Attique, Grèce, légalement représentée.

ci-après dénommée "**l'entité transférante**",

ET

2. **AP SOLUTIONS GMBH**, société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand, dont le siège social est situé à Munich, Allemagne, et dont le siège social est situé à Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne, inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695, légalement représentée

ci-après dénommée "**entité réceptrice**".

L'entité transférante et l'entité réceptrice sont ci-après désignées collectivement comme les "**parties**" et chacune séparément comme une "**partie**".

PRÉAMBULE

- (A) L'entité transférante est une société anonyme de droit grec.
- (B) L'entité destinataire est une société à responsabilité limitée de droit allemand.
- (C) L'Entité réceptrice est l'unique actionnaire de l'Entité transférante et détient 100 % des actions de l'Entité transférante.
- (D) Le conseil d'administration de l'Entité transférante, en vertu de leurs résolutions datées du 4 avril 2025 et du 7 avril 2025, et les administrateurs délégués de l'Entité bénéficiaire ont l'intention de fusionner l'Entité transférante dans l'Entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption (la "**Fusion**").

- (E) La Fusion fait partie d'une opération de restructuration globale visant à regrouper les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners ("**Allianz Partners Group**"), auquel appartiennent l'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire, en une seule entité juridique basée en Allemagne qui gèrerait les activités de services locales par l'intermédiaire de succursales étrangères, dans le but de simplifier l'organisation juridique du groupe Allianz Partners. À la suite de la Fusion, l'Entité transférante cessera d'exister, et l'Entité bénéficiaire acquerra tous les actifs et passifs de l'Entité transférante par voie de succession universelle, sans émission de nouvelles actions dans l'Entité bénéficiaire du fait que la Fusion constitue une fusion en amont d'une filiale détenue à 100 %.

L'Entité bénéficiaire a une succursale en Grèce. À la suite de la Fusion, lorsque celle-ci deviendra effective, les actifs et passifs de l'Entité transférante seront absorbés par voie de succession universelle par l'Entité réceptrice et attribués à cette succursale grecque de l'Entité réceptrice.

Afin de réaliser la restructuration globale en une seule entité juridique, dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité Bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH, une autre société allemande à responsabilité limitée au sein du groupe Allianz Partners.

- (F) La Fusion est une fusion transfrontalière et est réalisée conformément aux dispositions légales applicables en Grèce en application de la Directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la Directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les conversions, fusions et scissions transfrontalières qui a été transposée dans le régime juridique grec en vertu de la loi grecque no. 5055/2023, et la République fédérale d'Allemagne en application de la directive 2019/2121 du Parlement européen et Conseil du 27 novembre 2019 telle que consolidée dans la directive 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects du droit des sociétés ainsi que de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à l'autre. En Grèce, la Fusion est mise en œuvre conformément à la loi grecque n° 4601/2019 sur les transformations d'entreprises telle qu'amendée par loi grecque n° 5055/2023 (la "**Loi grecque sur la fusion**") ainsi que la loi grecque n° 5162/2024 et plus particulièrement les articles 47 - 51, 53 par. 1b, 56, 58 et 59 (la "**Loi 5162/2024** "), telle qu'en vigueur. Plus précisément, étant donné que l'Entité transférante est une filiale à 100% de l'Entité bénéficiaire, les dispositions de l'article 53 in de la Loi grecque sur les fusions concernant les formalités simplifiées de fusion seront applicables. Conformément aux dispositions de l'article 53 in de la Loi grecque sur la fusion, les dispositions de l'article 53y par. 1 point β) concernant l'information sur le rapport d'échange des actions, point γ) concernant l'information sur les conditions d'attribution des titres ou des actions représentant le capital de la société résultant de la fusion transfrontalière.

et la date à partir de laquelle la détention de ces titres ou actions représentant le capital de la société donnera droit à une participation aux bénéfices, et le point) concernant l'information sur toute condition spéciale affectant le droit susmentionné, ainsi que les dispositions des articles 53ε concernant la préparation du rapport du conseil d'pour les actionnaires et les employés, et 53στ concernant la préparation du rapport d'audit des experts indépendants, et de l'article 18 par. 2 point β) sur les actionnaires de l'entité transférante devenant actionnaires de l'entité bénéficiaire, ne sont pas applicables à l'Entité transférante. Enfin, l'article 35 par. 2 de la Loi grecque sur les fusions concernant les fusions nationales stipulant qu'une résolution des actionnaires des entités fusionnantes pour l'approbation de la fusion n'est pas requise à condition que le projet de plan de fusion ait été publié conformément aux dispositions applicables et que les actionnaires de l'entité bénéficiaire soient autorisés à prendre connaissance de documentation prévue par la Loi grecque sur les fusions au siège social de l'entité transférante, s'applique *mutatis mutandis*. En République fédérale d'Allemagne, la fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions de la première partie du livre six (articles 305 à 318) de la loi allemande sur la transformation ("**UmwG**").

L'Entité transférante et l'Entité réceptrice conviennent par la présente du plan de fusion transfrontalier commun suivant (le "**Plan de fusion**").

IL EST PRIS ACTE DE CE QUI SUIT :

1. FUSION D'ENTITÉS (article 307 (2) no 1 UmwG et article 53γ point) de la loi grecque sur les fusions)

1.1. Entité transférante

L'entité transférante, AWP HELLAS ANONYMI ETAIREIA MESITES ASFALISEON, ODIKIS VOITHEIAS KAI PAROCHIS YPIRESION, avec le titre distinctif "AWP Brokers & Services Hellas S.A.", est une société *anonyme* (*Société Anonyme* / *ανώνυμη εταιρεία*) constituée en vertu des lois de la Grèce, enregistrée auprès du GEMI sous le numéro 124192201000 et ayant son siège social au 10, Premetis street, Agios Dimitrios, Attica, Grèce.

Le capital social émis de l'Entité transférante est de EUR 2.060.001,00 divisé en 686.667 actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 3,00 chacune. Toutes les actions de l'Entité transférante sont entièrement libérées et directement détenues par l'Entité bénéficiaire qui est l'unique actionnaire de l'Entité transférante. L'Entité transférante n'a pas émis d'autres instruments financiers en plus des actions de l'Entité transférante.

1.2. Entité réceptrice

L'entité destinataire, AP Solutions GmbH, est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand dont le siège social se trouve à Munich,

Allemagne. Son adresse commerciale est Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne. L'entité requise est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695.

L'entité réceptrice a un capital social de EUR 824.739,00, représenté par 824.739 actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 chacune. Toutes les actions de l'Entité réceptrice sont directement détenues par Allianz Partners SAS qui est l'unique actionnaire de l'Entité réceptrice. L'Entité réceptrice n'a pas émis d'autres instruments financiers en plus des actions de l'Entité réceptrice.

2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION

L'Entité transférante en tant qu'entité transférante est fusionnée dans l'Entité bénéficiaire en tant qu'entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption conformément à l'article 305 (1) UmwG en conjonction avec l'article 2 no 1 UmwG et l'article 53α par. 1 en liaison avec l'article 6 par. 1 de la loi grecque sur les fusions. Par cette Fusion, l'Entité transférante transfère l'intégralité de son patrimoine, avec tous ses droits et obligations, à l'Entité bénéficiaire par dissolution sans liquidation. Lorsque la Fusion prend effet, l'ensemble des actifs et passifs (tous les actifs et passifs) de l'Entité transférante sont transférés à l'Entité bénéficiaire par voie de succession universelle.

3. EFFICACITÉ DE LA FUSION

- 3.1 La Fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) en conjonction avec l'article 20 (1) no 1 UmwG dès l'inscription au registre du commerce du Tribunal local de Munich responsable de l'Entité réceptrice (la "**Date de réalisation**"). Dès l'inscription de la Fusion au registre du commerce du tribunal local de Munich compétent pour l'Entité bénéficiaire, l'Entité transférante cessera d'exister, ses actifs et passifs seront transférés à l'Entité bénéficiaire dans leur intégralité, sans liquidation, et ses actions seront annulées. Conformément à l'article 531στ par. 6 de la Loi grecque sur les fusions, le GEMI radiera l'Entité transférante à compter de la réception par le registre du commerce du Tribunal local de Munich responsable de l'Entité réceptrice de la notification de la réalisation de la Fusion.
- 3.2 À la date d'achèvement, la propriété et la possession de tous les instruments de propriété, accords, certificats et autres documents, registres, livres ou dossiers relatifs aux actifs et aux droits de l'entité transférante sont transférées à l'entité bénéficiaire par voie de succession universelle.

4. PAS DE CONSIDERATION ; PAS DE CONTRÔLE DE FUSION ; PAS DE RAPPORT DE CONTRÔLE DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et Article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions)

- 4.1 L'Entité transférante est une filiale directe à 100% de l'Entité bénéficiaire. Par conséquent, une augmentation du capital social de l'Entité bénéficiaire par l'émission de nouvelles actions n'est pas nécessaire pour la mise en œuvre de la Fusion et n'aura pas lieu (article 307 (3) no 1 UmwG et article 53ιη par. 1 en liaison avec l'article 53β par. δβ) de la loi grecque sur les fusions).
- 4.2 Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante sont détenues par l'Entité bénéficiaire, conformément à l'article 307 (3) no 1 UmwG et à l'article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur la fusion, le présent plan de fusion ne contient aucune information sur un rapport d'échange d'actions (article 307 (2) no 2 UmwG et article 53γ par. 1 point β) de la Loi grecque sur la fusion), un transfert ou une attribution de nouvelles actions dans l'Entité recevante (Section 307 (2) no 3 UmwG et Article 53γ par. 1 point) de la loi grecque sur les fusions), une participation aux bénéfices de nouvelles actions (article 307 (2) no 5 UmwG et article 53γ par. 1 point ε) de la loi grecque sur la fusion) ou une compensation en espèces (article 307 (2) no 13 UmwG et article 53ιη par. 1 de la loi grecque sur les fusions).
- 4.3 Comme toutes les actions de l'Entité transférante sont détenues par l'Entité bénéficiaire, un contrôle de fusion et un rapport de contrôle de fusion ne sont pas requis conformément à l'article 8 (3) phrase 3 no 1 (a) et no 2 UmwG en conjonction avec les articles 9 (2) et 12 (3) UmwG en conjonction avec l'article 311 (2) phrase 1 UmwG. Par conséquent, un examen du présent Plan de fusion ou un rapport d'expert conformément à l'article 53οτ de la Loi grecque sur les fusions n'est pas non plus requis en vertu de l'article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions.
- 4.4 Étant donné qu'un audit de fusion et un rapport d'audit de fusion ne sont explicitement pas requis de plein droit à l'article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions en cas de fusion en amont par absorption d'une filiale à 100 %, l'actionnaire unique de l'Entité transférante n'a pas besoin d'une renonciation ou d'un consentement en la matière.

5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF

- 5.1 Comme toutes les actions de l'Entité transférante sont détenues par l'Entité bénéficiaire, un rapport de fusion pour actionnaires n'est pas requis conformément à l'article 8 (3) phrase 3 no 1 (a) et no 2 UmwG en conjonction avec l'article 309 (6) phrase 1 UmwG et conformément à l'article 53ε par. 1, 2 et 3 de la loi grecque sur les fusions en liaison avec l'article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions.
- 5.2 Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante sont détenues par l'Entité bénéficiaire, un rapport de fusion pour employés de l'Entité transférante n'est pas requis en vertu de la loi grecque conformément à l'article 53ε par. 1, 2 et 5 de la Loi grecque sur les fusions en liaison avec l'article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions.

Loi grecque sur les fusions. Un rapport de fusion pour les employés de l'Entité recevante est requis par la loi allemande et a été préparé conformément à l'article 309 (1), (2), (3) et (5) UmwG. Le rapport de fusion pour les employés de l'Entité recevante a été mis à la disposition des employés de l'Entité transférante et des représentations des employés et des employés non représentés par une représentation des employés de l'Entité recevante avec un projet de ce Plan de fusion conformément à l'article 310 (1) UmwG.

- 5.3 Étant donné qu'un rapport de fusion destiné aux actionnaires et un rapport de fusion destiné aux salariés ne sont pas explicitement requis de plein droit conformément à l'article 53ε par. 1, 2, 3 et 5 de la loi grecque sur les fusions en liaison avec l'article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions dans le cas d'une fusion en amont par absorption d'une filiale à 100 %, l'actionnaire unique de l'entité transférante n'a pas besoin d'une renonciation ou d'un consentement.
6. **DATE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF TRANSFERTS ; RATIO DE CHANGE ; (Article 307 (2) no 6, 11, 12 UmwG et articles 53ιη par. 1 point a) et 53γ de la loi grecque sur les fusions)**
 - 6.1. L'acquisition de l'actif et du passif de l'Entité transférante par l'Entité bénéficiaire aura lieu à des fins comptables et fiscales avec effet à la Date d'achèvement. Toutes les actions et transactions de l'Entité transférante seront réputées avoir été effectuées pour le compte de l'Entité bénéficiaire à compter de la Date d'achèvement (date d'entrée en vigueur de fusion au sens de l'article 307 (2) no 6 UmwG et de l'article 53γ par. 1 point στ) de la loi grecque sur les fusions).
 - 6.2. La date des comptes financiers de l'Entité recevante et de l'Entité transférante, qui a été utilisée pour déterminer les conditions de la Fusion, est le ³¹ décembre 2024 (Section 307 (2) no 12 UmwG et Article 53γ par. 1 point ιβ) de la loi grecque sur la fusion).
 - 6.3. Aux fins de la fusion, les actifs et les passifs de l'Entité transférante ont été évalués à leur valeur comptable (article 307 (2) no 11 UmwG et article 53γ par. 1 point) de la loi grecque sur la fusion). Toutes les actions de l'Entité transférante sont détenues par l'Entité bénéficiaire et, étant donné que la Fusion constitue une fusion en amont d'une filiale détenue à 100 %, aucune nouvelle action ne sera émise dans le cadre de la Fusion, aucun ratio d'échange ne doit être déterminé et aucune information sur la date à partir de laquelle la détention de ces actions ou titres représentant le capital social de l'Entité transférante donnera à leurs détenteurs le droit de participer aux bénéfices et toute condition spéciale affectant ce droit n'est requise conformément à l'article 307 (2) n° 2, 3 et 5, (3) n° 1 UmwG et à l'article 53ιη par. 1 point a) de la loi grecque sur les fusions.

7. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET.

FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 53γ point) de la loi grecque sur les fusions)

Dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH (la "**Fusion subséquente**"). L'intention du groupe Allianz Partners est que la Fusion et la Fusion subséquente soient réalisées à la même date. Par conséquent, dans un souci de transparence, les explications suivantes décrivent les effets attendus de la Fusion et de la Fusion subséquente. Il convient toutefois de noter que la fusion subséquente est juridiquement une fusion distincte régie par le droit allemand.

7.1. Effets sur les salariés de l'entité transférante

L'Entité cédante comptait 297 employés en Grèce au 28 février 2025. On s'attend à ce que le nombre de salariés ne change pas de manière significative à la Date d'achèvement. Il n'existe pas de comité d'entreprise ou de syndicat au sein de l'Entité cédante pour les salariés actuellement employés par l'Entité cédante.

Conformément à la loi grecque sur les fusions, combinée au décret présidentiel grec n°. 178/2002 ("Mesures relatives à la sauvegarde des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements, conformément à la directive 98/50/CE du Conseil"), tel qu'en , la Fusion de l'Entité transférante entraînera le transfert de plein droit de tous les droits et obligations découlant des contrats de travail des travailleurs de l'Entité transférante à l'Entité bénéficiaire. À la date d'achèvement, toutes les relations de travail de l'entité transférante, avec tous leurs droits et obligations, sont donc automatiquement transférées à l'entité bénéficiaire. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les conventions collectives de travail applicables et les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront de s'appliquer aux employés transférés après la fusion. Aucune mesure de réduction du personnel, aucune mesure affectant le statut des employés, aucun changement opérationnel, aucun transfert ou aucune réorganisation n'est prévu dans le cadre de la Fusion. L'Entité bénéficiaire est responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment du transfert de l'entreprise (c'est-à-dire la Date d'achèvement), conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 1 UmwG et à l'article 4 par. 1 du décret présidentiel grec 178/2002. L'entité transférante n'est plus responsable puisqu'elle cesse d'exister, conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 2 UmwG et à l'article 53ιζ par. 1 item

c) de la loi grecque sur les fusions. L'Entité bénéficiaire poursuivra les activités de l'Entité transférante avec les employés de l'Entité transférante par l'intermédiaire de sa succursale grecque.

Étant donné que les employés de l'Entité transférante deviennent des employés de l'Entité bénéficiaire à la Date de réalisation, les conséquences de la Fusion subséquente pour les employés de l'Entité bénéficiaire (telles que décrites à la section 7.2 ci-dessous) s'appliquent également aux employés de l'Entité transférante lorsque la Fusion subséquente devient effective.

Les activités commerciales de l'Entité transférante ne changeront pas du fait de la Fusion, à partir de la Date d'achèvement, elles seront absorbées et entièrement prises en charge par l'Entité bénéficiaire du fait de la Fusion. Aucune activité ou partie des activités de l'Entité transférante ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel dans le cadre de la Fusion. La Fusion n'a aucun effet sur employés de l'Entité transférante et leurs relations de travail (à l'exception du changement d'employeur). Le lieu de travail des employés de l'Entité transférante restera le même et ils continueront à travailler de la même manière qu'avant la Fusion. Il en va de même pour la Fusion subséquente, car elle n'aura pas non plus d'effet significatif sur les employés de l'Entité transférante qui, en raison de la Fusion, seront employés par l'Entité bénéficiaire au moment de la réalisation de la Fusion subséquente. Après l'entrée en vigueur de la Fusion subséquente, Allianz Partners Deutschland GmbH, par l'intermédiaire de sa succursale grecque, poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire, qui incluront les anciennes activités de l'Entité transférante, avec les employés affectés à ces activités.

7.2. Effets sur les employés de l'entité bénéficiaire

Au 28 février 2025, l'entité recevante employait un total de 3 413 salariés, dont 327 en Allemagne. On s'attend à ce que nombre de salariés en Allemagne ne change pas de manière significative d'ici à ce que la fusion devienne effective. Il n'y a pas de comité d'entreprise local au sein de l'entité cessionnaire pour les salariés actuellement employés par l'entité cessionnaire en Allemagne. Des comités d'entreprise locaux et d'autres représentants du personnel existent au niveau des succursales de l'entité absorbante en France, en Italie, en Espagne et au Portugal et ne seront pas affectés par la fusion. Ces représentants locaux des salariés continueront d'exister chez Allianz Partners Deutschland GmbH après la fusion subséquente. Le comité d'entreprise du groupe (*Konzernbetriebsrat*) existant chez Allianz SE restera compétent en vertu des dispositions de la loi allemande sur les comités d'entreprise ("**BetrVG**"). Tout accord d'entreprise de groupe en vigueur au sein de l'Entité bénéficiaire continue de s'appliquer après la Fusion et la Fusion subséquente. L'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire ne sont membres d'aucune association d'employeurs en Allemagne. Les conventions collectives allemandes (*Tarifverträge*) ne s'appliquent pas directement avant la mise en œuvre de la Fusion et cela ne changera pas du fait de la Fusion et de la Fusion subséquente.

La fusion n'a aucun effet sur les employés de l'entité recevante et sur leur emploi. relations. De même, la fusion subséquente n'aura aucun effet direct (à l'exception du changement d'employeur) sur les employés de l'entité bénéficiaire (ou de l'une de ses succursales respectives).

Les activités de l'Entité bénéficiaire ne changeront pas du fait de la Fusion mais, à partir de la Date de réalisation, elles absorberont et reprendront intégralement celles de l'Entité transférante à la suite de la Fusion. Aucune activité ou partie d'activité de l'Entité Bénéficiaire ne sera

Il n'y aura pas de changement organisationnel ou de restriction à la suite de la fusion. De même, la Fusion subséquente n'aura aucun changement substantiel sur les employés de l'Entité bénéficiaire et ils continueront à opérer de la même manière qu'avant la Fusion et la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives.

Les relations de travail des employés de l'Entité Recevante ne seront pas modifiées par la ; en particulier, la situation juridique des employés de l'Entité Recevante en matière de licenciement ne sera pas affectée par la Fusion. Dans la mesure où il existe des accords d'entreprise, des accords contractuels individuels et d'autres accords, engagements et conventions d'entreprise, ceux-ci ne seront pas affectés par la Fusion et aucun changement ne s'appliquera aux employés de l'Entité bénéficiaire. Aucune mesure susceptible d'avoir un impact sur les employés de l'Entité bénéficiaire n'est prévue dans le cadre de la Fusion.

Conformément aux législations locales respectives, la fusion subséquente entraînera le transfert à Allianz Partners Deutschland GmbH de tous les droits et obligations découlant des relations de travail des salariés de l'entité absorbante (y compris ceux relatifs à ses succursales) et leur attribution à la succursale concernée. Lorsque la fusion subséquente devient effective, toutes les relations de travail de l'entité bénéficiaire (y compris celles relatives à ses succursales), avec tous les droits et obligations, sont donc automatiquement transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH et attribuées à la succursale concernée. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront à s'appliquer sans changement pour les employés transférés, même après la fusion subséquente. Aucune mesure de réduction du personnel, aucun changement opérationnel, aucun transfert ni aucune réorganisation ne sont prévus dans le cadre de la fusion subséquente. Après la fusion subséquente, tout accord d'entreprise d'Allianz Partners Deutschland GmbH conclu avec le comité d'entreprise général (*Gesamtbetriebsrat*) d'Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de ses responsabilités conformément à l'article 50, paragraphe 1, de la BetrVG s'appliquera aux salariés de l'entité absorbante employés en Allemagne. Cette disposition ne s'applique pas si un tel accord d'entreprise est limité à certaines activités commerciales d'Allianz Partners Deutschland GmbH ou si des dispositions collectives ou individuelles prépondérantes s'appliquent. Tout accord d'entreprise local applicable à Allianz Partners Deutschland GmbH en Allemagne ne s'appliquera pas aux relations de travail des employés de l'Entité Bénéficiaire après la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH sera responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment où la Fusion subséquente devient effective. À partir de ce moment, l'Entité bénéficiaire ne sera plus responsable puisqu'elle cessera d'exister. Après la réalisation de la Fusion subséquente, Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité cessionnaire avec les salariés affectés à ces activités dans les succursales respectives. Ni l'Entité transférante ni l'Entité bénéficiaire n'ont de conseil de surveillance conformément aux lois applicables. Allianz Partners Deutschland

GmbH est en train de mettre en place un conseil de surveillance, qui comprendra un tiers de représentants des travailleurs.

La Fusion n'a pas non plus d'effets sur les employés d'autres entités qui seront transférées à l'Entité Bénéficiaire dans le cadre de fusions transfrontalières d'autres juridictions qui seront mises en œuvre en parallèle et peuvent devenir effectives avant ou après la Fusion ; il en va de même pour les employés de la seule autre filiale de l'Entité Bénéficiaire (Neoasistencia Manoteras S.L.U.), qui sera également fusionnée dans l'Entité recevante parallèlement à cette Fusion, ainsi que les filiales de l'une des entités transférées dans le cadre d'une autre fusion transfrontalière (Sigma Reparaciones, S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister en raison de sa fusion dans sa société mère avant la Date de Réalisation)). Enfin, aucune mesure de réduction de personnel, de changement opérationnel, de transfert ou de restructuration n'est prévue dans le cadre de la fusion. Toutefois, comme d'autres fusions transfrontalières peuvent prendre effet avant la Fusion, elles peuvent avoir un impact sur le nombre de salariés de l'Entité bénéficiaire employés en dehors de l'Allemagne au moment où la Fusion prend effet. Les effets de la fusion subséquente décrits ci-dessus s'appliquent également aux salariés qui deviennent salariés de l'entité absorbante dans le cadre d'autres fusions transfrontalières.

7.3. Effets sur les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise (article 307 (2) no 16 UmwG)

Les pensions d'entreprise et les droits aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité cessionnaire ne seront pas affectés par la Fusion et les salariés employés ou anciennement employés par l'Entité transférante ne seront pas éligibles à ces pensions d'entreprise de l'Entité cessionnaire.

Toutes les obligations découlant des pensions d'entreprise et les droits connexes aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'entité transférante sont transférés à l'entité bénéficiaire.

Toutes les obligations découlant des pensions d'entreprise et des droits connexes aux pensions d'entreprise et aux prestations connexes des salariés employés ou anciennement employés par l'entité bénéficiaire seront transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de la fusion subséquente.

8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10)

UmwG et articles 53γ item) et 53ια de la loi grecque sur les fusions)

8.1. Comme l'entité cessionnaire a été constituée en vertu du droit allemand, les règles statutaires allemandes sur la co-détermination (future) s'appliqueraient. Toutefois, la fusion ne nécessite pas de procédure de négociation sur une (future) codétermination des salariés au sein de l'entité absorbante.

8.2. Ni l'Entité cédante ni l'Entité cessionnaire n'ont de conseil de surveillance co-déterminé ou ne sont soumises à des règles de co-détermination applicables. L'Entité Recevante employait 327 salariés en Allemagne au 28 février 2025 et devrait continuer à employer environ 327 salariés en Allemagne après la réalisation des transactions, étant donné que tous les autres salariés ainsi que les salariés transférés dans le cadre de fusions transfrontalières mises en œuvre en parallèle dans l'Entité Recevante seront employés dans des succursales situées en dehors de l'Allemagne ; il en va de même pour les salariés de la seule autre filiale de l'Entité Recevante (Neoasistencia Manoteras, S.L.U.), qui sera également fusionnée dans l'Entité recevante parallèlement à cette Fusion, ainsi que les employés des seules filiales de l'une des entités transférantes (Sigma Reparaciones, S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister du fait de sa fusion dans sa société mère avant la Date de Réalisation)). Par conséquent, les conditions préalables de l'article 5 de loi allemande sur la codétermination des salariés dans les fusions transfrontalières ("**MgVG**") ne sont pas remplies. En outre, il n'existe à l'heure actuelle aucune règle en vigueur en Grèce concernant la participation/co-détermination des travailleurs. Par conséquent, aucune déclaration sur les procédures de négociation conformément à l'article 307 (2) no 10 de l'UmwG n'est requise.

9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2, point 7)

et 8 UmwG et article 53γ points) et) de la loi grecque sur les fusions)

9.1. L'Entité Bénéficiaire n'accorde ni aux actionnaires des sociétés impliquées dans la Fusion ni aux détenteurs de titres autres que des actions de la société aucun droit au sens de la Section 307 (2) no 7 UmwG ou de l'Article 53γ item ζ) de la Loi Grecque sur les Fusions et aucune mesure au sens de ces dispositions n'est proposée.

9.2. Aucun avantage particulier au sens de l'article 307 (2) no 8 UmwG ou de l'article 53γ item η) de la loi grecque sur les fusions n'a été ou ne sera accordé aux membres des organes d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle de l'Entité transférante ou de l'Entité bénéficiaire.

10. L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE

(Section 307 (2) no 9 UmwG et article 53γ item) de la loi grecque sur les fusions)

L'acte de fondation et les statuts de l'Entité recevante sont joints au présent plan de fusion en tant qu'**annexe 10**, conformément à l'article 307 (2) no 9 de l'UmwG et à l'article 53γ point) de l'Ordonnance sur le droit d'auteur.

Les statuts de l'Entité absorbeuse sont conformes à la loi grecque sur la fusion et font partie intégrante Plan de Fusion. Les statuts l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiés à la suite de la Fusion et resteront identiques à ceux joints à l'**Annexe 10** après la réalisation de la Fusion.

11. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307 (2) no 14 UmwG et article 53y item iδ) de la loi grecque sur les fusions)

Aucune garantie n'a été offerte aux créanciers dans le cadre de Fusion, puisque, de l'avis du conseil d'administration de l'Entité transférante et des directeurs généraux de l'Entité réceptrice, les exigences relatives à la demande de garanties ne s'appliquent pas aux créanciers de l'Entité transférante, compte tenu de la solidité de la situation financière, de la solvabilité et de la liquidité de l'Entité réceptrice. Les droits statutaires des créanciers de l'Entité transférante à demander des garanties ne sont pas affectés.

12. DISPOSITIONS FINALES

- 12.1. Le présent plan de fusion est établi par et entre l'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire en langues allemande et grecque.
- 12.2. Si une disposition du présent plan de fusion est ou devient invalide, impraticable ou inapplicable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions. Au contraire, les parties s'engagent à remplacer la disposition invalide, impraticable ou inapplicable par une disposition qui se rapproche le plus possible, sur le plan juridique, de l'intention économique des parties en ce qui concerne le sens et l'objectif de la disposition invalide, impraticable ou inapplicable. Il en va de même pour les lacunes éventuelles.
- 12.3. Les modifications ou ajouts au présent plan de fusion doivent être notariés (article 307 (4) de l'UmwG).
- 12.4. Le lieu d'exécution et la juridiction exclusifs pour toutes les réclamations découlant du présent plan de fusion ou en rapport avec celui-ci sont - dans la mesure où la loi le permet - Munich, Allemagne. Chacune des sociétés participant à la fusion se conformera également aux dispositions et formalités du droit national qui lui est applicable.

[Pages de signature]

ANNEXE 10
L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE

Registre des documents no

[timbre : 0264] G/2009

Mise en place d'un

société à responsabilité limitée de allemand (*Gesellschaft
mit beschränkter Haftung*)

Le vingt-trois janvier de l'an deux mille neuf

- 23 janvier 2009 -

s'est présenté devant moi, **Dr Thomas Kilian**, candidat notaire, officiellement nommé adjoint du notaire

Dr Tilmann Götte, à Munich,

avec son bureau à 80333 Munich, Briennerstraße 12/III, dans la propriété située Königinstraße 28, à 80802 Munich, où je me suis rendu sur demande :

1. Katrin Winterhalder, née le 19 avril 1970,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,
2. Werner Hierl, né le 14 mai 1959,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,

tous deux personnellement connus, [*ajout manuscrit* : M. Hierl s'est en outre identifié en présentant sa carte d'identité nationale,]

dans ce qui suit, agissant au nom

dAllianz Deutschland AG
dont le siège est à Munich, Tribunal d'instance (*Amtsgericht*) de Munich, enregistrement
tribunal, HRB 158878,

et adresse à 80802 Munich, Königinstraße 28,

en tant que titulaire d'une procuration générale (*Prokuristen*) avec pouvoir de représentation
conjointe.

A la demande des personnes comparaissant et conformément aux déclarations faites par elles, je certifie par la présente ce qui suit :

I. Conclusion de l'accord

Allianz Deutschland AG, dont le siège social est à Munich, établit par la présente une

société à responsabilité limitée de droit allemand (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*)
ou "GmbH")

et établit les statuts joints en annexe au présent acte. A compter de ce jour, la société est réputée être en cours de constitution.

II. Capital social

Le capital social de la société est de 25 000,00 euros.

Il est souscrit à hauteur de 25.000,00 EUR par Allianz Deutschland AG, Munich, et doit être immédiatement versé en espèces et en totalité à la société.

III. Directeurs généraux

Les personnes nommées ci-dessous sont désignées comme directeurs généraux (*Geschäftsführer*) :

1. Stefan Lütticke, Grasbrunn, né le 28 décembre 1968,
2. Dr Peter Damm, Dachau, né le 7 juin 1961 ;

ils sont autorisés par les statuts à représenter la société et sont exemptés des restrictions prévues par la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*) en vertu de l'article 7 des statuts.

IV. Copies

Des copies certifiées conformes de cet acte seront remises à :
l'actionnaire,
l'entreprise,
le bureau des impôts, le service de la retenue à la source de l'impôt sur
le revenu des investissements le tribunal d'enregistrement.

V. Conseil du notaire

Le notaire adjoint a notamment informé les parties concernées de la date et des conditions d'entrée en vigueur de la GmbH, ainsi que de leur responsabilité personnelle pour les actes accomplis antérieurement.

VI. Locaux professionnels

Les locaux de l'entreprise sont situés dans la Königinstraße 28 à 80802 Munich.

, y compris l'annexe, par le notaire adjoint, approuvée par les
parties concernées.
et signé de leur propre main :

[écrit à la main : p.p. *[illisible]*].

p.p. *[illisible]*].

[Cachet rond : DR TILMAN GÖTTE
NOTAIRE À MUNICH]

[signature illisible]
[en caractères d'imprimerie : notaire adjoint].

Statuts de l'association

§ 1

Dénomination sociale et siège social

1. La raison sociale de l'entreprise est :

AZ-Argos 52 Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH.

2. L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2

Objet social

1. L'objet social de la société est la gestion de ses biens propres et de ceux de tiers.
2. La société peut investir dans des entreprises en Allemagne et à l'étranger, également en tant que partenaire général, et gérer leurs activités.

§ 3

Capital social

1. Le capital social de la société

est de 25 000,00 euros.

- en toutes lettres : vingt-cinq mille euros -.

Le capital social doit être entièrement libéré en espèces immédiatement.

2. Allianz Deutschland AG, dont le siège est à Munich, s'engage à effectuer l'unique apport en capital (initial) dans le capital social de la société pour un montant de 25.000,00 EUR.

§ 4

Exercice financier

L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5

Publications

Toutes les publications de l'entreprise seront faites dans le journal fédéral électronique (*elektronischer Bundesanzeiger*).

§ 6

Rachat d'actions

1. Les actions peuvent être rachetées avec le consentement de l'actionnaire concerné par une résolution d'actionnaire adoptée à la majorité simple des voix exprimées.
2. L'assemblée générale peut décider qu'au lieu du remboursement, l'action sera achetée par la société ou par les autres actionnaires au prorata de leur participation respective.

§ 7

Gestion et représentation

1. L'entreprise a deux ou plusieurs gérants (*Geschäftsführer*). La société est représentée soit par deux gérants, soit par un agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*).
2. Les directeurs généraux sont exemptés des restrictions en vertu de la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*).
3. La direction est responsable de la désignation des titulaires d'une procuration générale.

§ 8

États financiers annuels, répartition des bénéfices

1. Les états financiers annuels seront adoptés et la résolution sur l'affectation des bénéfices sera adoptée dans les délais prescrits par la loi.

2. Les associés peuvent décider, à tout moment avant l'adoption des comptes annuels après un examen consciencieux, à la majorité simple, de procéder à des distributions anticipées de tout ou partie du bénéfice annuel escompté. L'article 30 de la *loi* allemande *sur les sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)* doit être respecté.

§ 9

Adoption des résolutions par les actionnaires et l'assemblée des actionnaires

1. Dans la mesure où la loi le permet, les actionnaires adopteront des résolutions sans qu'il soit nécessaire de tenir une assemblée générale. Les votes peuvent être exprimés sans aucune exigence de forme, mais doivent être exprimés par écrit.

La direction peut exiger que les actionnaires lui soumettent leurs déclarations de vote dans un délai d'une semaine après avoir reçu la demande de vote. Dans ce cas, le fait de ne pas soumettre les votes en temps voulu sera considéré comme une non-participation au vote.

2. Les assemblées générales sont convoquées par les administrateurs généraux si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée apparaît nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les raisons de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement ou par téléphone. Dans la mesure où la loi le permet, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger, au choix de la direction.
3. Chaque tranche de 50,00 euros du montant principal d'une action donne droit à une voix.

§ 10

Dispositions finales

Les frais liés à la création de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, sont à la charge de la société jusqu'à concurrence de 2 000 euros.

[écrit à la main : p.p. *[illisible]*]. p.p. *[illisible]*]

Je certifie que les données d'image (copie) contenues dans ce fichier correspondent à la copie papier qui m'a été présentée (original).

Munich, 5 février 2009

Dr Tilman Götte
Notaire

Registre des documents no [timbre : H 3764 / 24]

**Attestation conformément à la section 54 (1) phrase 2 de la loi allemande sur les
sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)**

Je soussigné, le notaire Sebastian Herrler à Munich, certifie par la présente que les dispositions modifiées dans les statuts ci-dessous correspondent à la résolution de modification des statuts, acte de ce notaire en date du 23 juillet 2024, registre des documents n° H 3676/24, et que les dispositions non modifiées correspondent au dernier texte complet des statuts qui a été déposé au registre du commerce.

Munich, 25 juillet 2024

[Cachet rond :
SEBASTIAN HERRLER
NOTAIRE À MUNICH].

[Sebastian Herrler
Notaire public

Statuts de l'association

§ 1 Dénomination sociale, siège social

(1) La raison sociale de l'entreprise est :

AP Solutions GmbH

(2) L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2 Objet social de la société

L'objet social de la société est d'agir à la fois en tant que holding et en tant que société de services.

(1) Fonction de holding et fonction de services partagés :

a) la prise de participations de toute nature et de toute forme dans des consortiums, des entreprises ou des sociétés, quels que soient leur forme juridique et leur objet social, notamment dans les domaines des polices ou des services d'assistance, de voyage et d'assurance maladie, ainsi que la gestion et la vente de ces participations ;

b) fournir divers services de conseil, de supervision et autres aux sociétés du groupe Allianz Partners, y compris des services d'externalisation importants ou critiques.

(2) Fonctionner comme une société de services pour les entreprises internes d'Allianz, les entreprises tierces et les consommateurs :

a) l'organisation et la mise en œuvre de services d'assistance de toute nature dans le monde entier, en particulier l'assistance en cas de maladie, de panne ou d'autres situations d'urgence, ainsi que l'exécution d'autres services et transactions connexes ;

b) le courtage, le contrôle et l'attribution de services d'artisans et de services similaires dans le domaine de la réparation, de l'entretien, de la modernisation et de la rénovation de biens immobiliers, ainsi que la fourniture de tels services par des tiers ;

c) le courtage d'assurances et d'autres contrats portant sur des actifs, des services et des transactions, en particulier par l'intermédiaire de plateformes.

(3) Pour atteindre son objectif, la société est autorisée à

a) faire généralement toutes opérations d'opérationnel, commercial, financier, patrimonial ou autre se rattachant directement ou indirectement à l'objet social précité ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement et le développement ;

b) utiliser tous les instruments de vente et de marketing appropriés et légalement autorisés ;

c) créer des succursales en Allemagne et à l'étranger, acquérir des entreprises similaires et comparables et prendre des participations dans ces entreprises sous toute forme autorisée par la loi.

§ 3 Capital social, actions

(1) Le capital social de la société s'élève à 824.739,00 EUR (soit huit cent vingt-quatre mille sept cent trente-neuf euros).

(2) Le capital social est divisé en 824 739 actions, d'un montant nominal de 1,00 EUR chacune.

§ 4 Durée de la société, exercice financier

(1) La société a été créée pour une indéterminée.

(2) L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5 Organes de la société

Les organes de la société sont : le conseil d'administration (§ 6) et l'assemblée des actionnaires (§ 7).

§ 6 Gestion et représentation

(1) La société a un ou plusieurs directeurs généraux (*Geschäftsführer*). Le nombre de directeurs généraux est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale peut nommer un président du conseil d'administration. Si un seul directeur général est nommé, il représente toujours seul la société. Si plusieurs administrateurs délégués sont nommés, la société sera représentée par deux administrateurs délégués agissant conjointement ou par un administrateur délégué agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*). La disposition ci-dessus s'applique également aux liquidateurs.

(2) Les directeurs généraux sont nommés et révoqués par les résolutions des actionnaires.

(3) Lors de la conclusion, de la modification ou de la résiliation des contrats de service, la société est représentée par l'assemblée des actionnaires.

(4) L'assemblée générale établit un règlement intérieur pour le conseil d'administration. Le règlement intérieur peut définir, *entre autres*, le type de transactions qui ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires.

§ 7 Assemblées générales et résolutions des actionnaires

(1) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales, qui peuvent également se tenir par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo, ou en dehors des assemblées générales - à condition que tous les actionnaires y participent - par des votes exprimés par écrit, par téléphone ou par des moyens électroniques. Les assemblées peuvent être convoquées sans exigence de forme particulière et peuvent notamment être convoquées verbalement ou par téléphone.

(2) Les résolutions des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, à moins qu'une majorité plus importante ne soit requise par la loi ou les présents statuts.

(3) Chaque euro du montant principal d'une action donne droit à une voix.

(4) L'assemblée des actionnaires atteint le quorum si les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée détiennent la majorité du capital social de la société.

(5) Les actionnaires qui ne peuvent pas assister à l'assemblée peuvent se faire représenter par une procuration sous forme de texte.

(6) Les assemblées générales sont convoquées par la direction si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée semble nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison, chaque directeur général étant individuellement autorisé à convoquer une assemblée. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les motifs de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement, par téléphone ou par voie électronique. Sur décision de la direction, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger.

(7) Les résolutions adoptées sans exigence de forme particulière sont consignées dans un procès-verbal qui précise le jour et la forme de l'adoption de la résolution, son contenu et les votes exprimés. Ils doivent être signés par les actionnaires. Les résolutions prises en dehors d'une assemblée générale doivent être adoptées par écrit. Tout procès-verbal et toute résolution adoptée en dehors d'une assemblée générale doivent être signés au moyen d'une signature électronique non qualifiée (par exemple DocuSign ou Namirial). Ces exigences de forme ne s'appliquent pas aux résolutions notariées.

§ 8 États financiers annuels

(1) La direction doit préparer les états financiers annuels (bilan, compte de résultat, notes) et, si la loi l'exige, le rapport de gestion dans le délai prescrit par la loi et les soumettre à l'assemblée générale des actionnaires immédiatement après leur préparation en vue de leur adoption. Lorsque les états financiers annuels et le rapport de gestion (si un tel rapport doit être préparé) sont contrôlés par un auditeur, les directeurs généraux soumettront ces documents ainsi que le rapport de l'auditeur à l'assemblée des actionnaires sans délai indu après réception du rapport d'audit de l'auditeur.

(2) L'assemblée générale des actionnaires adoptera chaque année, dans le délai fixé par la loi, une résolution portant notamment sur l'adoption des comptes annuels et l'affectation des bénéfices ou des pertes.

§ 9 Publications

Les publications de la société sont effectuées exclusivement dans le journal officiel fédéral (*Bundesanzeiger*).

§ 10 Divisibilité

La nullité totale ou partielle de certaines dispositions des présents statuts n'affecte pas la validité des autres dispositions.

Il en va de même lorsque certaines dispositions sont irréalisables. Pour remplacer une disposition invalide ou impraticable ou une partie invalide ou impraticable d'une disposition, l'assemblée générale conviendra de dispositions valides ou praticables, respectivement, qui reflètent l'intention et l'objectif et, en particulier, la substance économique de la disposition qui doit être remplacée.

§ 11 Dispositions finales

Les frais de constitution de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, ont été supportés par la société jusqu'à concurrence de 2 000,00 euros.

Je certifie que les données images contenues dans ce fichier (copie) correspondent au document papier (original) qui m'a été présenté.

Munich, 25 juillet 2024

Sebastian Herrler, notaire